Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 24 (2017)
Heft: 2: Lebensalter = Les âges de la vie

Artikel: Saisir l'adolescence à travers la microéconomie familiale (1925-1970)
Autor: Henchoz, Caroline / Praz, Anne-Françoise / Rusterholz, Caroline
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-731217

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Saisir l'adolescence à travers la microéconomie familiale (1925–1970)

Caroline Henchoz, Anne-Françoise Praz, Caroline Rusterholz

L'adolescence, généralement définie comme la période entre l'enfance et l'âge adulte, est une catégorie sociale qui prend des formes et des contenus différents selon les époques et les sociétés. Les historien·ne·s ont tenté de saisir son émergence à travers les pratiques sociales qui la distinguent des autres âges de la vie et les représentations qui lui sont associées.

Les études se sont surtout concentrées sur le rôle des régulations institutionnelles et des savoirs experts. A la fin du 19e siècle, diverses législations instaurent des rites de sortie de l'enfance (fin de la scolarité primaire) et d'entrée dans l'âge adulte (école de recrues); la limite supérieure du mariage est bien plus floue pour les filles. Quoi qu'il en soit, ces nouvelles bornes attirent l'attention sur la période intermédiaire, perçue comme «un vide entre deux encadrements»;[1] ce vide suscite des inquiétudes relatives à la délinquance et à l'insertion professionnelle, essentiellement focalisées sur les adolescent·e·s des classes populaires. Divers experts (économistes, psychologues, juristes) contribuent alors à définir les risques et les besoins de cette catégorie d'âge, ainsi que les pratiques les plus adéquates à son endroit.[2] L'histoire sociale a également souligné l'importance de la scolarité post-primaire: avec l'allongement de la formation, les jeunes accèdent à un mode de vie différent de celui des adultes et des enfants.[3] Ils se retrouvent entre eux, partagent leur temps libre et tissent des relations affectives hors du cercle familial. Cette scolarité prolongée n'a longtemps concerné que les catégories sociales supérieures, mais au cours des années 1960, elle s'élargit à l'ensemble de la population.

Questions de recherche et modèle d'analyse

Cette émergence d'un concept d'adolescence à travers les institutions et les savoirs d'experts laisse en suspens deux séries de questions. Ces régulations s'inscrivent d'abord dans des transformations socioéconomiques qu'il s'agit de spécifier, pour mieux saisir les raisons de l'instauration de telle loi ou du succès

de tel discours. Nous poserons ces éléments de contextualisation en ouverture de chaque section du texte. Mais surtout, une histoire de l'adolescence par les institutions et les discours ne dit rien des perceptions et du vécu des personnes concernées, les adolescent·e·s et leurs parents. Que signifie et implique pour eux cette transition? L'historiographie suisse reste lacunaire sur ces questions, en particulier pour l'après-guerre et les années 1960.

L'histoire orale s'avère par conséquent précieuse pour clarifier ces questionnements, en particulier pour les classes populaires, où les ego-documents font figure d'exception. Elle informe sur les pratiques, elle permet de saisir le sens que les individus leur donnent, elle révèle les innovations et les compromis qu'ils/elles élaborent face aux contraintes économiques et institutionnelles.[4]

Dans cet article, nous mobilisons une série d'entretiens biographiques menés en Suisse romande avec 71 personnes qui ont été adolescent·e·s (âgé·e·s entre 13 et 18 ans) dans les années 1925–1970, ainsi que 48 parents d'adolescent·e·s de la même époque. L'analyse de ce matériau, issu de trois recherches focalisées sur les rapports intrafamiliaux en Suisse romande,[5] a pour objectif de relever les processus par lesquels le mode de vie adolescent s'est diffusé dans les classes populaires. Sous cette dénomination, nous regroupons les enfants d'ouvriers, d'agriculteurs, de personnel peu qualifié du petit commerce ou de l'administration, des catégories particulièrement sensibles aux contraintes économiques.

La lecture croisée des entretiens souligne l'importance des coopérations et les conflits intrafamiliaux autour du revenu des adolescent·e·s, des dépenses consenties en leur faveur et de l'investissement dans leur formation. Ces pratiques intrafamiliales nous sont ainsi apparues comme une entrée pertinente pour questionner la position changeante des adolescents dans la famille et, par là même plus généralement, l'émergence et l'affirmation historique de l'adolescence comme un âge de la vie. Notre question de recherche générale sur le vécu de la transition adolescente devient ainsi plus spécifique: quelles sont les pratiques intrafamiliales vécues par nos témoins, comment sont-elles perçues par les adolescent·e·s et leurs parents et comment leurs transformations signalent-elles l'affirmation de l'adolescence, entre dépendance et autonomie économique?

Pour cerner ces modifications, nous utilisons le concept de capital humain, datant du 19e siècle, opérationnalisé à partir des années 1940, repris et revu ensuite par l'économiste américain Gary Becker. Certes, les approches de Becker n'ont pas échappé aux critiques adressées à la pensée économique néoclassique, qui pose comme unité d'analyse un individu autonome et rationnel, maximisant son intérêt. Mais ces critiques relèvent souvent de la méconnaissance du débat, car de nombreux travaux se sont attachés à complexifier ce modèle, insistant sur les contraintes sociales et institutionnelles qui limitent les opportunités des acteurs·trices et orientent leurs choix.[6]

Becker lui-même a ouvert des brèches dans cette économie néoclassique et nous offre d'intéressants outils d'analyse. Il élargit d'abord la notion de capital humain. Selon lui, ce capital ne se réduit pas au savoir-faire et aux compétences nécessaires pour exercer une activité productive qui assure un revenu, même si cette dimension «productive» du capital humain est importante.[7] Certes, le revenu permet d'acquérir des biens qui contribuent au bien-être, mais ce dernier ne résulte pas seulement de l'achat d'un bien, il est lié aux modalités de sa consommation. Plus l'individu dispose de temps, de savoirs et d'expériences pour utiliser le bien acquis, plus il en retire du bien-être. Ainsi, la consommation nécessite, elle aussi, du capital humain: les savoirs relatifs au produit (le savoir musical pour écouter un disque, culinaire pour préparer un repas), les expériences de consommation héritées ou apprises; cette dimension «consomptive» du capital humain implique également la capacité d'interagir socialement, étant donné que les pratiques de consommation comportent une importante dimension collective.[8]

En second lieu, les travaux de Becker en microéconomie du ménage *(new home economics)* sont précieux pour saisir les pratiques économiques intrafamiliales. L'économiste américain observe le fonctionnement interne du ménage, la manière dont ses membres s'organisent afin de répartir le travail domestique et marchand pour optimiser le bien-être. Le ménage devient le lieu de «production finale» du bien-être, celle-ci incluant la manière dont les produits sont consommés: le revenu permet par exemple d'acheter des denrées alimentaires qui, combinées avec du temps, un savoir-faire culinaire et social, procurent aux membres du ménage un bien-être apprécié à différents niveaux (besoin biologique, plaisir gustatif, convivialité, etc.). Là aussi, le *new home economics* a été revu et enrichi par des approches tenant mieux compte des intérêts différents des membres du ménage, des conflits et des compromis potentiels.[9]

Cette approche économiste entend surtout s'attaquer à un problème auquel se heurte la recherche en sciences sociales: comment les acteurs·trices composent-ils/elles avec l'incertitude du résultat de leurs actions? Or, les décisions relatives au travail et aux études des enfants, à l'allocation des dépenses du ménage sont pétries d'incertitudes, et cela d'autant plus dans le domaine de la formation, un investissement à long terme. A défaut de disposer d'informations suffisantes, les parents et les adolescent·e·s se reposent sur les stratégies et les routines qui ont fait leurs preuves; en cas de transformation de leur environnement, ils/elles s'orientent vers celles qui semblent expérimentées avec succès par d'autres. De telles stratégies n'ont rien à voir avec la soumission à une norme dominante; il s'agit de la prise de conscience de contraintes et d'opportunités nouvelles, modulant le champ des possibles pour assurer l'autonomie et le bien-être de chacun·e. C'est ici que l'histoire orale est particulièrement précieuse, puisqu'elle permet

de connaître les informations dont les acteurs·trices disposaient, les contraintes et les aspirations qui étaient les leurs. Mieux encore, elle révèle à quel point ces informations, contraintes et aspirations divergeaient selon la position dans la famille et contribue ainsi à éclairer les tensions intrafamiliales relatives au capital humain.

Durant la période 1925–1970 en Suisse, les conditions d'acquisition du capital humain évoluent considérablement. Dans cet article, nous montrons comment les adolescent·e·s en viennent progressivement à acquérir et à développer ce capital de manière de plus en plus autonome. Sous ce terme d'autonomie, nous entendons la possibilité de développer la dimension productive et consomptive du capital humain indépendamment de la situation parentale et hors du cercle familial. Autrement dit, durant cette période, les adolescent·e·s acquièrent progressivement la capacité à agir sur leur propre bien-être.

Investir dans le capital humain: une opportunité plus ou moins accessible

Le passage de l'exploitation familiale traditionnelle à l'industrialisation, caractérisé par le salariat individuel et la séparation entre foyer familial et lieu de travail, n'entraîne pas pour les classes populaires de modification profonde. Tous les membres continuent de contribuer au revenu familial par leur travail, et celui-ci reste peu qualifié, acquis sur le tas, n'exigeant pas un investissement dans le capital humain. A l'exploitation agricole, où le travail de tou·te·s est requis, succède une économie de salaire familial, où les gains individuels des membres sont versés dans un pot commun assurant la survie du ménage.[10] Dans la Suisse des années 1930–1950, le revenu adolescent reste très sollicité. L'école primaire obligatoire, plus strictement mise en œuvre, et les limitations légales au travail des enfants contraignent les parents à reporter leurs attentes économiques sur la catégorie d'âge suivante. Rappelons que l'interdiction du travail en fabrique au-dessous de 14 ans (1877) est élargie au secteur artisanal (1922) et relevée ensuite à 15 ans (1938). En l'absence d'assurances sociales, le revenu adolescent demeure un recours en cas de maladie ou de chômage du chef de famille. Enfin, les discriminations et les entraves au travail salarié des épouses incitent à faire travailler les jeunes.[11]

Ce recours au travail adolescent contredit les exigences accrues en main-d'œuvre qualifiée, dans le sillage de la «seconde révolution économique».[12] Dès les années 1870, la production se base de plus en plus sur l'alliance entre science et technologie; l'extension des marchés multiplie le besoin d'opérations de contrôle et de coordination qui font exploser le secteur tertiaire. A tous les niveaux de l'échelle

socioprofessionnelle, des compétences accrues et une formation plus poussée sont requises pour occuper les emplois. L'Etat introduit la scolarisation primaire, mais sa prolongation s'avère bientôt nécessaire. Or, les adolescent·e·s au travail n'ont pas cette possibilité d'investir dans leur capital humain. En Suisse, l'impact de cette seconde révolution économique varie beaucoup selon les régions; une étude approfondie devrait intégrer les opportunités d'emploi qualifié au niveau local, afin d'évaluer dans quelle mesure les témoins interrogés pouvaient percevoir l'avantage d'une formation post-primaire.[13]

La situation se modifie dans les années 1950–1960, avec le relèvement général du niveau de vie[14] et l'investissement accru de l'Etat dans le capital humain. Par le biais d'une offre de formation post-primaire gratuite et diversifiée, les écoles secondaires se généralisent et les apprentissages et les études supérieures s'élargissent aux filles et aux jeunes issu·e·s du monde rural.[15] Il existe toutefois des variations cantonales importantes: les écoles secondaires deviennent gratuites en 1960 dans le canton de Vaud, alors qu'il faut attendre 1971 pour Fribourg. Les premières assurances sociales (AVS-1948, AI-1961) réduisent le besoin du travail adolescent et les mères les remplacent graduellement comme pourvoyeurs auxiliaires de revenu. En 1950, 25,9 pour cent des femmes mariées exercent une activité rémunérée, contre 27,5 pour cent en 1960 et 31 pour cent en 1970.[16] Cette augmentation concerne surtout les mères des classes populaires et ces statistiques n'intègrent pas le travail temporaire, une modalité d'emploi importante pour celles-ci.

Nos entretiens permettent de cerner les variations de ce schéma général et de comprendre comment, entre contraintes et aspirations, les parents et les adolescent·e·s des classes populaires de Suisse romande ont ajusté leurs pratiques. Les témoins révèlent non seulement les compromis négociés, mais aussi la légitimation de ces manières de faire, qu'ils/elles ont plus ou moins intériorisée ou problématisée.

Pour la majorité des adolescent·e·s des années 1925–1950, les contraintes budgétaires ont empêché une formation post-primaire, malgré leur souhait et parfois celui des parents; dans certains cas, même l'école primaire est écourtée. Les témoins les plus âgés présentent cette situation comme une nécessité inéluctable, ainsi que l'indiquent certaines expressions («il fallait», «ma foi», «qu'est-ce [que] vous voulez»). Pourtant, même à l'intérieur de ces contraintes, ils/elles tiennent à souligner l'existence de discussions, d'un espace d'opportunités, et à indiquer la légitimation des décisions prises, notamment le devoir de solidarité familiale.

«Mes sœurs ont travaillé à l'usine dès l'âge de 14 ans. L'aînée a été émancipée plus vite, parce qu'elle était, en somme, aide à la famille. On avait l'inspecteur C. [...] à Morlon, ils hésitaient parce que c'était une bonne élève. Mais enfin, qu'est-ce [que] vous voulez? Ils l'ont émancipée. Moi, j'ai été émancipée à l'âge normal [15 ans].»
Julie, 1909, Broc (FR)

«Après il [y] a eu du chômage, un grand chômage. Il fallait aider mon papa. Il fallait l'aider. Puis je finissais l'école à 14 ans. J'ai fini au printemps. J'aurais voulu aller dans un magasin [apprentie vendeuse]. Ils étaient d'accord, mais [mon père] a demandé à la coopérative si j'aurais une place. [...]
– Vous étiez déçue de ne pas pouvoir faire ce que vous vouliez?
– Non, ben ma foi... Oh! vous savez, je n'ai pas regretté parce que j'ai été bien et j'ai toujours une retraite.»
Marie, 1910, Le Locle (NE)

«Maman me poussait à faire des études d'instituteur. Moi, j'aurais bien voulu poursuivre. Mais c'était la finance qui ne jouait pas. Il m'a fallu me sacrifier.»
Anselme, 1914, Broc (FR)

Toutefois, ce statut de pourvoyeur de revenu n'est pas le lot de tou·te·s les adolescent·e·s et nos entretiens mettent en évidence plusieurs types de variations. Les plus âgé·e·s, hommes ou femmes, insistent surtout sur les différences de classe, mais celles-ci sont relatives. Lorsque le témoin ci-dessus parle de «sacrifice», il entend celui des études supérieures; en lieu et place, il a suivi l'école secondaire puis un apprentissage, et reconnaît plus loin dans l'entretien avoir été à ce titre un «privilégié». D'autres témoins ont connu, à la même époque, une situation bien plus précaire. Celle des enfants de petits paysans dans la Singine des années 1930, évoquée par Heidi Witzig,[17] existe également en Gruyère. Lorsqu'une famille nombreuse dépend des ressources restreintes d'une exploitation peu rentable, l'impossibilité de suivre une formation marque le parcours de vie de tous les enfants, quel que soit le sexe ou le rang dans la fratrie.

«Après [l'école primaire], il fallait tout de suite chercher du boulot [...]. Mon père gardait une vache ou deux et mon frère restait là avec lui [...]. Ma sœur n'était pas mariée, et elle travaillait à l'usine. L'aînée s'est mariée au village, ainsi qu'une autre de mes sœurs. Mais elle venait aussi aider quand ma sœur était à l'usine, elle venait faire à manger chez nous pour tous [...]. Mon frère ne s'est pas marié non plus, il est resté là avec le père, toute sa vie, et c'est

tout. Le père, le frère, ils étaient bien assez de deux pour faire le travail à la maison. Ça rapportait déjà pas tant. Moi, j'allais travailler d'un côté, de l'autre, sur les chantiers [...]. Même moi qui étais le dernier, je devais travailler pour la famille, j'étais au même point que les autres.»
Paul, 1911, Broc (FR)

La différence de classe se combine avec la différence de genre. Dans le canton de Fribourg, en l'absence de scolarisation post-primaire publique et gratuite pour les filles, le pensionnat (privé et payant) n'est accessible qu'aux familles aisées.

«Nous, on aurait pu faire quoi? On n'avait pas d'idée, c'était servante et puis c'est tout. Et ensuite, aller à l'usine. Ah! Quand on pouvait aller à l'usine, c'était un événement! [...]. Il y en avait qui faisaient le pensionnat à Bulle, ça donnait des maîtresses et des employées de bureau, mais c'était celles qui pouvaient, quoi!»
Elise, 1915, Broc (FR)

Mais cette discrimination intrafamiliale des filles dans l'accès à la formation n'est pas l'apanage de ce canton. Ailleurs également, les filles sont souvent les premières à quitter l'école. Les aînées sont particulièrement sollicitées, leurs revenus permettant de financer les études de leurs frères. Cette stratégie familiale de discrimination des filles au profit de la formation des garçons, très marquée dans les cantons catholiques, constitue une explication importante des décalages régionaux dans la généralisation du contrôle des naissances et l'investissement sur l'enfant au cours de la transition démographique.[18] Les structures scolaires, le marché du travail et les représentations sexuées se combinent pour renforcer et prolonger cette discrimination. L'investissement dans l'éducation des garçons est considéré comme le meilleur moyen d'augmenter leur capital productif. Celui-ci est jugé moins central pour les filles, car c'est généralement le mariage qui est censé leur assurer un avenir.[19]

«– Tous vos frères et sœurs donnaient aussi leur paie?
– Mais oui, enfin il y a que les garçons chez nous qui ont fait des métiers. Les filles, on a dû se débrouiller. [...] En ce temps-là, c'était l'homme qui comptait, la femme, elle sait toujours se débrouiller. Elle aura toujours l'initiative de faire quelque chose, de trouver quelque chose à faire. Voilà, c'était un petit peu ce qu'on pensait de ce temps-là, c'était les hommes. Les femmes, en principe, elles se débrouillent.»
Jane, 1927, Hauts-Genevey (NE)

L'interviewée évoque cette discrimination des filles comme «normale» à l'époque, sans exprimer de ressentiment particulier. L'idée d'une utilité différenciée de l'éducation selon le sexe va de pair avec celle d'une capacité supérieure des filles à l'adaptation, elles sauraient davantage acquérir des compétences sur le tas. Ces propos dévoilent les processus par lesquels des inégalités pouvaient être intégrées comme acceptables, au nom des capacités «naturelles» des femmes.
En revanche, le ressentiment est perceptible dans le témoignage de deux garçons cadets de la même période et de la même région, ceux-ci étant souvent contraints au travail familial pour pallier le manque de main-d'œuvre et de revenu laissé par le départ des aînés. Ils présentent cette inégalité comme une entrave à leur souhait de formation et à leur liberté de mouvement.

«[Les frères aînés] étaient plus malins que moi, ils allaient travailler ailleurs [...]. J'aurais voulu aller en Suisse allemande, j'aurais aimé apprendre les langues. Mon frère aîné avait été deux ans chez un cousin qui était instituteur [...], comme il avait pas d'enfant c'était un peu le petit roitelet. Mon père m'a dit: ‹Pour que tu deviennes un râleur comme les deux autres, y a rien à faire!› C'était réglé, il m'a dit: ‹Tu iras te débrouiller pour nous aider.›»
Albert, 1926, Le Locle (NE)

«Le lundi matin quand je vais pousser la porte de l'écurie, on te disait: ‹Bonjour›, ‹Ouais bonjour›, ‹Aujourd'hui tu iras te chercher du boulot à l'usine, tu paieras ta pension et tu nous aideras à côté.› Je n'avais pas le choix [...] je me disais souvent: ‹J'aimerais bien avoir un ou deux petits frères pour pouvoir foutre le camp.› [...] Il y en a qui disaient [à mon père]: ‹Tu as la chance d'avoir un fils, tout ce qu'il fait...› ‹Il ne fait que son devoir!› Pour lui, c'était un devoir tout ce qu'on faisait.»
Eloi, 1921, campagne locloise (NE)

Ce dernier interviewé utilise le terme de «devoir» sans forcément y souscrire, mais en référence à l'autorité paternelle qui lui impose cette contribution à l'économie familiale. Mais les interviewé·e·s ne relatent pas de conflit ouvert ou de contestation d'un tel «devoir». C'est dire l'étroitesse de l'espace de négociation dont ils disposent. Toutefois, cette soumission n'est plus acceptée comme «normale», un sentiment d'injustice est clairement perceptible dans leurs propos.

Dans les années 1945–1960, les possibilités de formation des jeunes s'améliorent. Les adolescent·e·s de la période précédente, devenu·e·s parents à leur tour, favorisent la formation de leurs propres enfants. Cet investissement devient pour eux

une forme de «compensation», selon le mot révélateur d'un témoin. Il rejoint aussi leurs intérêts de parents en termes de réputation sociale, d'«honneur», rehaussé par la réussite professionnelle de leurs enfants.

«On a eu des compensations. Maintenant j'ai mes enfants, Pierre est psychologue et directeur de [...] à Bulle [...]. A ma fille aînée Christine, on lui avait payé des études pour devenir institutrice [...]. Mon troisième fils est secrétaire aux Télécoms à Genève et expert à l'Office fédéral de l'air. [...] Non, de ce côté-là, j'ai eu des compensations. Ma sœur, qui a aussi dû travailler tout de suite, elle a eu cinq enfants qui lui font aussi honneur.»
Anselme, 1914, Broc (FR)

En outre, la formation est graduellement comprise comme un «bagage» essentiel pour la recherche d'un emploi, d'une «jolie place». Les parents prennent conscience qu'elle n'est plus seulement un sacrifice économique, mais un investissement à long terme. On peut faire l'hypothèse que l'expérience de la crise et des difficultés de la guerre n'est pas étrangère à cette volonté d'orienter les adolescent·e·s vers l'apprentissage,[20] de munir les enfants d'un «bagage», et cela même lorsque l'encouragement des pouvoirs publics reste lacunaire, comme c'est le cas dans le Fribourg des années 1950.

«Les parents de ma génération se sont beaucoup plus occupés des enfants que de mon temps. Pour les pousser, pour qu'ils aient quelque chose dans les mains, pour qu'ils aient un bagage [...]. Mes enfants ont fait des apprentissages. L'aîné a fait laitier, le second serrurier, l'autre confiseur-traiteur à Lausanne, le suivant encore laitier et le dernier n'a rien fait [...] il n'avait pas beaucoup de santé. Alors, je lui ai dit: ‹Eh bien, tu fais comme nous, tu viens à l'usine.› Il est venu, il est resté, c'est pour cela qu'il n'a pas eu de métier. Maintenant, il est chef un petit peu, il a une jolie place.»
Lise, 1915, Broc (FR)

Dans les années 1955–1970, la possibilité pour les adolescent·e·s de poursuivre une formation scolaire et professionnelle se généralise au sein des classes populaires, et le standard visé se déplace de l'apprentissage à la maturité gymnasiale. Les parents interrogés témoignent de leur volonté de favoriser cet investissement et la légitiment toujours par la frustration de n'avoir pas eu les mêmes opportunités.

«– Et quels étaient vos projets pour vos enfants?
– Moi, ce que j'ai toujours exigé, c'est qu'ils aient un bac. Parce que j'en ai

souffert de ce manque de… vous arrêtez l'école à 14 ans et demi, et ensuite tout vous incombe. Si vous voulez, je me rendais compte des lacunes énormes que j'avais au départ. Si vous voulez, j'ai dû rattraper ça, mais je n'ai pas tout rattrapé. J'ai rattrapé un bout. Je pensais que d'avoir un bac au départ c'était quelque chose qui permettait d'affronter plein de situations dans la vie. Bon, les deux aînés ont fait le bac et la dernière a fait l'Ecole normale. Et ça j'ai exigé. Après libre à eux de décider ce qu'ils voulaient faire.»
Chantal, 1936, Fribourg (FR)

Ce témoignage signale une application nouvelle de l'autorité parentale: ce n'est qu'au moment où l'adolescent·e aura acquis un certain niveau de capital productif que cette autorité se relâchera («Après, libre à eux de décider»). Les mères de notre échantillon sont particulièrement soucieuses d'encourager la formation de leurs adolescentes, soutenant parfois cet investissement par leur propre salaire. Avec l'éventualité plus probable du divorce, la formation féminine ne peut plus se limiter à celle de mère et bonne ménagère, mais préparer la future épouse à l'indépendance financière.[21]

«Moi je trouve que de pas avoir pu faire d'apprentissage, cela m'a rendue plus dépendante de mon mari. Bon, on s'est toujours très bien entendus, mais maintenant si ça ne va pas, ils se séparent, ils ont un diplôme dans leurs mains, ce que nous on n'avait pas. Ni mon mari ni moi. Ça, j'aurais pas voulu que ça arrive à mes enfants, j'ai toujours insisté, c'était essentiel qu'ils aient un diplôme dans les mains, voilà, pour qu'ils puissent gagner leur vie. Ça, c'était important. Ça, c'est sûr que nous on pouvait pas dire: on se sépare; on n'avait pas de diplôme, on pouvait pas travailler, on était dépendante de notre mari. D'ailleurs ma fille a eu la possibilité d'aller au collège à Lausanne. Mon mari ne voulait pas tellement la laisser aller, car cela coûtait cher les trajets jusqu'à Lausanne. J'ai dit qu'elle devait aller, que je ferais des heures supplémentaires pour lui payer cela. J'ai insisté auprès de mon mari, car je voulais qu'elle fasse une formation si elle pouvait. Moi je n'avais pas pu.»
Suzanne, 1930, Lausanne (VD)

On repère dans ce témoignage un désaccord entre les époux à propos de la formation de leur fille (celle des deux autres garçons n'est pas controversée); le conflit est résolu grâce aux sacrifices supplémentaires de la mère. D'autres témoins attestent aussi du rôle crucial du revenu des mères pour assurer la formation prolongée des adolescent·e·s et garantir, malgré les dépenses supplémentaires ainsi engendrées, un certain bien-être familial.

«– Et là vous avez travaillé par plaisir ou par obligation financière?
– Un peu par obligation parce que notre aîné a fait le Poly à Zurich, ma fille a fait Jacques Dalcroze à Genève et puis le cadet a fait l'Université à Neuchâtel. Alors, ça faisait des frais, alors il fallait un peu aider, quoi. Disons pour les à-côté plutôt, pour les choses…»
Laure, 1921, Boudry (NE)

Ressource parfois essentielle pour couvrir les frais liés à la formation prolongée des enfants, le travail salarié des mères est également justifié par la volonté d'acquérir davantage de biens de consommation, de «mettre du beurre sur les épinards», un constat retrouvé dans d'autres études sur les Trente Glorieuses en Suisse.[22] En ce sens, les mères jouent un rôle clé dans la possibilité d'investir non seulement dans le capital productif des adolescent·e·s, mais également dans leur capital consomptif.

La consommation adolescente: de la pénurie à l'abondance encadrée

Dès le milieu des années 1950, l'offre abondante et différenciée de biens de consommation, dont les prix diminuent grâce à la production de masse, incite à développer le capital humain consomptif pour s'informer sur les produits, les expérimenter et saisir les enjeux sociaux de leur consommation. Les adolescent·e·s en formation, ainsi que ceux qui travaillent, mais bénéficient d'horaires allégés, disposent de davantage de temps pour consommer. Ils/elles profitent aussi de la hausse générale du pouvoir d'achat: entre 1950 et 1975, la part du budget des ménages suisses dédiée à l'éducation et aux loisirs double.[23]
La transformation décisive pour le capital consomptif de jeunes réside dans la place croissante du groupe de pairs dans les sociabilités adolescentes. Ils/elles partagent des expériences, construisent des normes communes et une culture propre qui passe surtout par les loisirs, la musique, les manières de s'exprimer, de s'habiller.[24] Dès la fin des années 1950 en Suisse, la prise de conscience de l'existence de cette nouvelle clientèle suscite une offensive marchande sans précédent (vêtements, disques, transistors, magazines, et cetera).[25] Cette offre renforce la fonction sociale de la consommation adolescente, qui permet de s'identifier au groupe, de masquer et marquer les différences.[26] Le capital consomptif des adolescent·e·s se distingue de plus en plus de celui de leurs parents.
Nos témoins les plus âgés ont acquis leurs habitudes de consommation dans un contexte où les produits disponibles étaient simples, peu différenciés et axés sur les besoins de première nécessité. Privés de temps et de revenu pour une

consommation plus diversifiée, ils/elles se souviennent très exactement des montants dont ils disposaient et de l'usage qu'ils/elles pouvaient en faire, où la part des loisirs restait très ténue.

«– Tu te souviens comment tu utilisais ton salaire?
– Je le donnais à mon papa et puis il me donnait 5 francs, et avec ça, je devais acheter mes bas […] ou quelque chose qu'il me fallait. Je n'avais pas grand-chose.»
Marie, 1910, Le Locle (NE)

«La vie normale de jeune pêcheur […] on peut dire comme ça jusqu'à 20 ans. Des gamins qui avaient beaucoup à apprendre, on touchait 2 francs par dimanche, c'était notre paie. Nos parents nous donnaient 2 francs par dimanche pour la semaine, l'argent de poche. On était heureux de toucher ces 2 francs. Avec ça on allait boire des bières. Mais on ne les recevait pas avant le dimanche matin, on devait économiser ceux du dimanche d'avant jusqu'au dimanche d'après.»
Gustave, 1914, Chevroux (VD)

«Ma première paie, c'était 35 francs par mois, il fallait tout mettre sur la table à la maison. […] On a beaucoup travaillé pour peu gagner, on pouvait rien se payer. Le seul plaisir qu'on avait, on allait à Bulle à pied, il y avait des fêtes, des bals, on allait danser, et on avait 50 centimes pour se payer une limonade de toute la soirée.»
Lise, 1915, Broc (FR)

Cette même femme évoque ensuite ses propres enfants, devenus adolescents dans l'immédiat après-guerre, et les conflits engendrés par l'allocation de leur salaire.

«On a aussi placé nos enfants comme garçons de chalet […]. Ainsi ils gagnaient deux trois sous, et on en avait besoin pour les habiller pour l'automne et l'hiver. Les enfants n'admettaient pas, ils auraient voulu pouvoir garder les sous, qu'on les mette à la banque, mais nous, on pouvait pas! On avait des bagarres à cause de ça!»
Lise, 1915, Broc (FR)

Dans les années 1950, une modification des contraintes familiales procure aux adolescent·e·s une première autonomie en matière d'usage de leur salaire. Tenu·e·s jusqu'alors de remettre l'entier de leur paie à leurs parents, les jeunes ne versent dorénavant qu'une pension. Ce passage de la remise de paie à la

pension entraîne un changement dans les rapports de pouvoir au sein de la famille. Les jeunes ont davantage de contrôle sur l'argent qu'ils gagnent et sur la manière dont ils souhaitent en faire usage.[27] Les vêtements à la mode et les loisirs font leur entrée dans la consommation adolescente, et les entretiens permettent de repérer d'autres produits prisés par les jeunes (skis, vélomoteur, disques, et cetera).

«Je devais payer une pension à la maison, ce que je trouvais parfaitement normal. Si je me souviens bien, je devais payer 250 francs par mois sur à peu près 800 francs. Après, il fallait payer ses impôts, s'habiller; ben justement, il y avait deux trois activités, se payer une paire de skis [...]. Je me rappelle, avec une de mes premières paies, je m'étais payé une paire de skis, une veste, c'était l'époque où les premières vestes matelassées arrivaient.»
Luc, 1944, La Chaux-de-Fonds (NE)

Devenus parents à leur tour, les adolescents des années 1950 continuent de demander une pension à leurs enfants, lorsque ceux-ci touchent un salaire d'apprenti·e. Cette remise de la pension marque les limites de l'autonomie des adolescent·e·s des classes populaires en matière de consommation. Mais la pension n'est plus présentée comme un moyen de compléter les revenus parentaux, elle revêt une fonction pédagogique: apprendre à gérer un budget et prendre conscience de la valeur de l'argent.

«Mais on leur a appris aussi à faire leur budget. Ma fille, elle tient ses comptes. Même en apprentissage, je ne leur ai pas laissé trop d'argent parce que mon fils, il gagnait à l'époque 700 francs. Il était ici nourri, logé, bon les vêtements il se les payait. Mais j'ai dit 700 francs d'argent de poche, moi ça j'avais pas, donc j'ai dit: écoute tu donnes 200 francs et après quand on t'achètera un vélomoteur; moi je disais [que] je pouvais pas sortir 1000 francs comme ça. Et la fille, elle a passée plus de 20 ans ici, alors je lui ai demandé 200 francs par mois pour la chambre et la pension. Mais c'était pas pour les 200 francs, c'était pour lui apprendre qu'on peut pas vivre comme ça, après on a compensé par des cadeaux.»
Bernard, 1945, Ennens (FR)

Au contraire des apprenti·e·s, en partie autonomes dans l'usage de leur salaire, les étudiant·e·s restent davantage dépendant·e·s de leurs parents, car l'argent de poche que ceux-ci leur octroient ne leur permet pas toujours d'acquérir les biens de consommation convoités. Ils mettent alors à profit la période des vacances pour effectuer des «petits boulots» et disposer du revenu nécessaire.[28] Les parents

valorisent également la dimension pédagogique de ces activités: non seulement les jeunes «apprennent à se débrouiller», mais ils prennent aussi conscience de la valeur des objets acquis. La consommation adolescente fonctionne ainsi selon une logique de la récompense.

«Mes enfants, pendant les vacances, j'ai toujours exigé qu'ils travaillent un moment. Mon fils, il a été aider au tabac, il était casserolier dans un restaurant. Il y avait toujours des petits boulots qu'ils devaient faire. Parce que moi je leur donnais tant d'argent de poche, mais je ne pouvais pas plus. Donc, si vous voulez, je me rappelle de mon fils qui avait travaillé un été pour s'acheter des souliers de ski neufs parce que je ne pouvais pas. On allait aux bourses ou ce genre de choses. Mais oui, on n'avait pas les moyens d'investir dans tout, et c'était très bien. Je pense que c'est comme ça que les enfants apprennent à se débrouiller, c'est pas qu'on leur apporte tout sur un plateau.»
Chantal, 1936, Fribourg (FR)

«Par exemple, mon fils il voulait un vélomoteur à 15 ans. Je lui ai dit: tu veux un vélomoteur, tu assumes. Alors l'été il a été travailler, il a été faire les vitres des collèges, il a travaillé tout l'été pour avoir son vélomoteur. Et il l'a eu, et je vous garantis qu'il l'a bichonné! Parce qu'il l'avait mérité. Mais c'est pas nous qu'on a pu lui offrir! Eh bien! il était content. Tandis que maintenant, je veux ci et bien tiens! C'est pas la même conception!»
Suzanne, 1930, Lausanne (VD)

C'est par le revenu d'un travail accessoire que les adolescent·e·s aux études accèdent à une certaine autonomie en matière de consommation et parviennent à se procurer certains objets, importants pour leur affirmation au sein du groupe de pairs. Nos entretiens documentent peu la consommation des jeunes filles, et cette lacune invite à d'autres recherches. L'analyse des magazines adolescents souligne la part importante des publicités pour les cosmétiques,[29] mais les entretiens exploratoires menés dans le cadre d'un récent séminaire d'histoire orale[30] ne confirment pas cette orientation consomptive, du moins pour les adolescentes fribourgeoises des années 1960. Pour les jeunes hommes en revanche, il apparaît clairement que le vélomoteur est un objet très prisé, comme moyen d'accéder à d'autres espaces de loisirs (cafés et cinémas des villes pour les ruraux notamment) et comme atout de séduction auprès des filles. A ce titre, on pourrait avancer l'hypothèse que la fin de l'adolescence masculine est marquée par le fait de troquer, à 18 ans, le vélomoteur contre la voiture.

«J'avais 18 ans en 68 [...]. On était presque la première génération de jeunes à disposer d'un peu d'argent. La première chose qu'on achetait, c'était une bagnole. Il n'y avait pas besoin de travailler longtemps pour s'acheter une voiture. Le marché de l'occasion commençait, et puis les disques, et cetera. On a vécu une belle période pour ça, c'était vachement intéressant.»
Paul, 1949, Le Locle (NE)

L'obligation pour les adolescent·e·s de financer eux-mêmes leur consommation de loisirs et d'objets identitaires se heurte au fait que cette consommation fonctionne aussi comme marqueur du statut social des parents. Dans les années 1945–1960, la réputation sociale des parents était liée à l'investissement dans la formation (capital productif) des adolescent·e·s. A cette injonction, s'ajoute désormais celle de ne pas les priver de certains biens de consommation, afin d'éviter leur marginalisation au sein du groupe de pairs. Vers la fin de la décennie 1960, les témoignages évoquent des adolescent·e·s qui exigent – et obtiennent – de leurs parents l'accès à certains biens, consommés dans le cadre des sociabilités adolescentes.

Lui: «– Mais enfin ils ont manqué de rien, ils ont tous eu donc, vélo, moto, voiture. – Ça c'est parce que vous l'aviez voulu?»
Elle: «– C'est-à-dire, c'est eux qui voulaient parce que les autres ils avaient, c'était normal, on voulait pas qu'ils se sentent différents des autres.»
Giorgio et Clara, 1940, Fribourg (FR)

Ce témoignage marque l'affirmation du sujet adolescent qui exprime ses préférences et ses souhaits. Des recherches plus approfondies permettraient de savoir si cet accès des jeunes à la consommation demeure dans une logique de la récompense (des bons résultats scolaires par exemple). Quoi qu'il en soit, ces transformations des relations économiques intrafamiliales obligent désormais les parents à un double investissement, non seulement dans le capital productif, mais aussi dans le capital consomptif de leurs adolescent·e·s. Ainsi cumulées, la formation prolongée des jeunes et les nouvelles incitations à la consommation adolescente constituent une pression accrue sur le budget familial. Plus que jamais, le salaire maternel devient essentiel pour répondre à ces injonctions. L'augmentation marquée du travail salarié des mères de famille dès les années 1970 pourrait aussi s'expliquer par cette nouvelle logique d'investissement parental, au-delà des aspirations de celles-ci à davantage d'autonomie au sein du couple.

Conclusion

Les années 1925 à 1970 marquent la diffusion de cette étape spécifique de la vie qu'est l'adolescence à toutes les classes sociales. Progressivement, les adolescent·e·s ont la possibilité d'investir dans le capital humain de manière de plus en plus autonome. Ce changement s'explique d'abord par des transformations macroéconomiques et les politiques publiques qui les accompagnent. A mesure que le niveau de vie augmente, le revenu adolescent devient moins central pour l'équilibre budgétaire des familles. Cette évolution est renforcée par le soutien de l'Etat à l'investissement parental dans la formation, par la mise sur pied de structures de formation accessibles et géographiquement décentralisées. Avec cette intervention des pouvoirs publics, la classe sociale, le genre et la place dans la fratrie constituent de moins en moins des facteurs d'inégalité dans le développement du capital humain productif. L'allongement généralisé des études contribue à l'affirmation d'une nouvelle classe d'âge adolescente, en lui procurant un espace où les jeunes se côtoient, partagent des normes communes et se construisent une culture propre. Encouragée par une offre marchande ciblée sur cette nouvelle clientèle, la consommation adolescente devient un marqueur identitaire, renforçant la distinction avec les autres classes d'âge. Il reste à étudier dans quelle mesure cette affirmation d'une classe d'âge adolescente produit une atténuation des autres différenciations sociales (genre, classe, nationalité).

Ces changements macroéconomiques ne suffisent pas à modifier la condition adolescente, sans l'adaptation des familles à ces nouvelles modalités. Dans un premier temps en effet, l'impact de ces changements sur les relations économiques intrafamiliales des classes populaires signifie un renforcement des divergences d'intérêts entre parents et adolescent·e·s. Les aspirations des adolescents à développer leur capital productif par la prolongation de la formation, tout comme leur volonté s'intégrer aux sociabilités adolescentes par l'accès à certains biens de consommation et l'acquisition d'un savoir consomptif adéquat, sont contrariées par les limites du budget familial. L'analyse des entretiens montre cependant que ces familles des classes populaires ont fait preuve d'inventivité pour résoudre ces conflits et négocier des compromis; à ce titre, il semble bien que les mères de cette catégorie sociale jouent un rôle crucial par leur insertion sur le marché du travail. Progressivement, parents et adolescent·e·s se retrouvent sur des intérêts communs, en particulier lorsque l'amélioration du capital productif et consomptif des adolescent·e·s devient un signe d'ascension sociale.

Notes

1 Harry Hendrick, *Images of Youth. Age, Class, and the Male Youth Problem, 1880–1920,* Oxford 1990; Agnès Thiercé, *Histoire de l'adolescence (1950–1914),* Paris 1999.
2 David Le Breton, *Une brève histoire de l'adolescence,* Paris 2013; Pascale Quincy-Lefèbvre, «Droit, régulation et jeunesse. Réforme de la majorité pénale et naissance des 16–18 ans à la Belle Epoque», in Ludivine Bantigny, Ivan Jablonka (éd.), *Jeunesse oblige. Histoire des jeunes en France XIXe–XXIe siècle,* Paris 2009, 95–108.
3 Caroline Henchoz, Francesca Poglia Mileti, «‹Les larmes de ma mère›. Comprendre le processus de démocratisation de l'économie familiale par les contributions financières des femmes et leur perception par les hommes», *Revue suisse de sociologie* 38 (2012), 401–419.
4 Sandra Nossik, «Les récits de vie comme corpus sociolinguistique. Une approche discursive et interactionnelle», *Corpus* 10 (2011), http://corpus.revues.org/2045; Olivier Schwarz, «Le baroque des biographies», *Cahiers de philosophie* 10 (1990), 173–183. Pour une méthodologie plus générale de l'histoire orale: Florence Descamps, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation,* Paris 2005.
5 Pour en savoir plus sur la méthodologie et les résultats d'enquête: Anne-Françoise Praz, *De l'enfant utile à l'enfant précieux. Filles et garçons dans les cantons de Vaud et Fribourg (1860–1930),* Lausanne 2005; Caroline Rusterholz, *«Deux enfants c'est déjà pas mal!» Famille et fécondité en Suisse 1955–1970,* Lausanne 2017; Caroline Henchoz, «Le rôle de l'indépendance financière dans la construction du lien conjugal contemporain. L'analyse du processus d'individualisation des finances dans trois générations de couples», *Revue internationale Enfances, Familles, Générations* 9 (2008), 36–51; Henchoz/Poglia Mileti (voir note 3). Dans les extraits d'entretien ci-après, nous indiquons pour chaque témoin un prénom d'emprunt, son année de naissance et le lieu où il a vécu comme adolescent·e ou parent.
6 Elvita Alvarez et al., «Perspectives féministes en sciences économiques», *Nouvelles Questions Féministes* 26/2 (2007), 2–10.
7 Gary Becker, *Human Capital. A Theoretical and Empirical Analysis, With Special Reference to Education,* Chicago 1993.
8 Gary Becker, *Accounting for Tastes,* Harvard 1996.
9 Leslie Page Moche et al., «Family Strategy: A Dialogue», *Historical Methods* 20/3 (1987), 113–125.
10 Hélène Belleau, Raphaëlle Proulx, «Le revenu familial, un concept vague et insidieux. Analyse critique et historique des relations économiques familiales», *Enfances, Familles, Générations* 15 (2011), 78–109; Louise Tilly, Joan Scott, *Les femmes, le travail, la famille,* Paris 2002.
11 Céline Schoeni, *Travail féminin: retour à l'ordre!,* Lausanne 2012; Gaby Sutter, *Berufstätige Mütter. Subtiler Wandel der Geschlechterordnung in der Schweiz (1945–1970),* Zurich 2005.
12 Douglass North, *Structure and Change in Economic History,* Londres 1981.
13 Walter P. Handwerker, «The Modern Demographic Transition: An Analysis of Subsistence Choices and Reproductive Consequences», *American Anthropologist* 88/1 (1986), 400–417. Cette prise de conscience influence également les décisions parentales en matière de taille de la famille.
14 Walter Leimgruber, Werner Fischer, *Goldene Jahre zur Geschichte der Schweiz seit 1945,* Zurich 1999.
15 Pierre Arnold et al., *Jeunesse et société. Premiers jalons pour une politique de la jeunesse,* Lausanne 1971; Acacio Calisto, «Apprentissage: vers la formation en série de la main-d'œuvre qualifiée», *Revue historique vaudoise* 117 (2009), 115–126; Delphine Gachet, *La démocratisation de l'enseignement secondaire du degré inférieur à Fribourg. Analyse des débats politiques autour de la naissance du cycle d'orientation (1950–1986),* Fribourg 2016.
16 Sutter (voir note 11), 208.

17 Heidi Witzig, «Bäuerlich-ländliche Kindheit», in Paul Hugger, *Kind sein in der Schweiz. Eine Kulturgeschichte der frühen Jahre,* Zurich 1998, 43.
18 Praz (voir note 5); Anne-Françoise Praz, «Institutional Constraints and Intra-Family Inequalities in Access to Education. Swiss Federalism and the Gendered Well-Being of Siblings (Switzerland 1880–1930)», in Tindara Addabbo et al. (éd.), *Gender Inequalities, Households and the Production of Well-Being in Modern Europe,* Aldershot (UK) 2010, 197–217.
19 Henchoz/Mileti (voir note 3); François de Singly, *Fortune et infortune de la femme mariée,* Paris 2004.
20 Florence Bays, Christophe Cottet, Anne Philipona, *Former des apprentis. L'enseignement professionnel dans le canton de Fribourg,* Fribourg 2016.
21 Henchoz (voir note 5).
22 Stéphanie Lachat, *Les pionnières du temps. Vies professionnelles et familiales des ouvrières de l'industrie horlogère suisse (1870–1970),* Neuchâtel 2014; Anne-Françoise Praz, Caroline Rusterholz, «Une transition au féminin? Modèles de parentalité et fécondité en Suisse (1955–1970)», *Genre sexualité et société* 16/autumne (2016), https://gss.revues.org/3831.
23 Heiner Ritzmann-Blickenstorfer (éd.), *Statistique historique de la Suisse,* Zurich 1996, 927, série T3. Consulter aussi les séries actualisées sur le site suivant: http://www.fsw.uzh.ch/histstat/ (19. 4. 2017).
24 Ludivine Bantigny, *Le plus bel âge? Jeunes et jeunesse en France de l'aube des «Trente Glorieuses» à la guerre d'Algérie,* Paris 2007; Talcott Parsons, «Age and Sex in the Social Structure of the United States», *American Sociological Review* 7 (1942), 604–616; Anne-Marie Sohn, *Age tendre et tête de bois. Histoire des jeunes des années 1960,* Paris 2001; Anne-Marie Sohn, «Le lycéen, la lycéenne, de nouvelles références pour la jeunesse et la société des années 1960», in Pierre Caspard, Jean-Noël Luc, Philippe Savoie (éd.), *Lycées, lycéens, lycéennes. Deux siècles d'histoire,* Paris 2005, 331–343.
25 En Suisse romande, le magazine *Nous les jeunes* (1963–1965) consacre un tiers de ses pages à la publicité, axée sur les cosmétiques pour adolescentes et… les «cigarettes jeunes à un prix jeune» (!), des produits destinés à singer les adultes tout en s'en différenciant. Aurore Müller, *Génération yé-yé entre produit médiatique et identité jeune,* mémoire, Université de Fribourg 2006.
26 Nancy L. Deutsch, Eleni Theodorou, «Aspiring, Consuming, Becoming: Youth Identity in a Culture of Consumption», *Youth & Society* 20/6 (2009), 1–26.
27 Ali de Regt, «Children in the 20th-Century Family Economy: From Co-Providers to Consumers», *The History of the Family* 9/4 (2004), 371–384.
28 Caroline Henchoz, Francesca Poglia Mileti, Fabrice Plomb, «La socialisation économique en Suisse: Récits rétrospectifs sur le rôle des parents et des enfants durant l'enfance et l'adolescence», *Sociologie et sociétés* 46/2 (2014), 279–300.
29 Müller (voir note 25), pour la Suisse romande; Anne-Marie Sohn 2001 et 2005 (voir note 24) pour la France.
30 *Mémoires d'adolescence,* séminaire de Master en histoire contemporaine et sciences sociales, donné par Anne-Françoise Praz et Caroline Henchoz, Université de Fribourg, semestre d'automne 2016.

Zusammenfassung

Adoleszenz im Kontext der Mikroökonomie der Familie. Eine Spurensuche (1925–1970)

Ausgehend von Wandlungsprozessen familiärer Praktiken analysiert dieser Artikel die Herausbildung von Adoleszenz als Lebensphase. Das Einkommen, über das Jugendliche verfügten, wird ebenso in den Blick genommen wie die Investitionen in ihre Ausbildung. Unser Material basiert auf einer Serie von biografischen Interviews mit Frauen und Männern aus der Arbeiterklasse, die sich – wohnhaft in der Westschweiz – zwischen 1925 und 1970 entweder in der Adoleszenz befanden (13–18 Jahre) oder Eltern von adoleszenten Mädchen oder Knaben waren. Der Oral-History-Ansatz ist gewinnbringend, indem er Hinweise auf spezifische Praktiken und deren Bedeutung gibt, Veränderungen aufzeigt und uns verstehen lässt, wie Verhandlungen im Kontext von innerfamiliären Konflikten und äusseren Zwängen geführt wurden. Wir untersuchen die Interviews mit Bezug auf ein erweitertes Konzept von Humankapital (Becker) und analysieren, wie die adoleszenten Mädchen und Knaben in autonomer Weise sukzessive Kapital erwerben und äufnen konnten. Wir diskutieren, inwiefern es sich dabei um produktives oder konsumtives Kapital handelte und welche Funktion diese Kapitalformen erfüllten.

(Übersetzung: Sonja Matter)

Klio Buchhandlung und Antiquariat
von der Krone, Heiniger Linow & Co.

Die Buchhandlung für Geschichte von HistorikerInnen

Grosses Geschichts-sortiment – Neuerscheinungen und Titel zu den Uni-Veranstaltungen

Eigene Neuheiten und Fachkataloge für Geschichte

Zudem An- und Verkauf antiquarischer Bücher

Geschichte

Philosophie

Soziologie

Politologie

Ethnologie

Dritte Welt

Germanistik

Belletristik

KLIO Buchhandlung
Zähringerstr. 45
Postfach 699
CH-8025 Zürich 1

KLIO Antiquariat
Zähringerstr. 41
Postfach 699
CH-8025 Zürich 1

Tel.044 251 42 12
Fax 044 251 86 12